

Province	Endroit
Saskatchewan	Blaine-Lake
	Borden
	Choiceland
	Churchbridge
	Delisle
	Hodgeville
	Jansen
	Kyle
	Mossbank
	Norquay
	Radisson
	Southey
	Théodore
Alberta	Barons
	Breton
	Donalda
	Elk-Point
	Hines-Creek
	Onoway
Colombie-Britannique	Ryley
	Harrison-Hot-Springs
	Matsqui
	Fruitvale

LE COMMERCE

ÉQUATEUR ET GUYANE BRITANNIQUE—À PROPOS DES MESURES RELATIVES AU CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Je voudrais demander au premier ministre si, étant donné la déclaration que le ministre associé de la Défense nationale est censé avoir faite hier, savoir que les gouvernements de l'Équateur et de la Guyane britannique sont maintenant communistes, le gouvernement a mis en vigueur une réglementation des exportations vers ces pays.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je n'ai pas vu cette prétendue déclaration. Je me contenterai de dire que ces vues à propos de ces deux pays, qu'on attribue au ministre associé de la Défense nationale, ne sont pas susceptibles d'amener le gouvernement à imposer les mesures proposées par le chef de l'opposition.

L'hon. M. Pearson: Une question supplémentaire: la réponse du premier ministre signifie-t-elle qu'il accepte la déclaration du ministre associé de la Défense nationale?

L'hon. M. Fulton: Il ne l'a pas vue.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je crois avoir expliqué bien clairement mes vues à ce propos.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Puis-je poser au premier ministre une autre question supplémentaire? Vu que le prince Philippe a transmis hier les vœux de Sa Majesté à l'Assemblée législative de la Guyane britannique et qu'il lui a souhaité bon succès dans toutes ses initiatives, le premier ministre pourrait-il s'informer afin de savoir si les

[M. l'Orateur.]

paroles du ministre associé de la Défense nationale ont été rapportées fidèlement?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je suis heureux de savoir ce que le député pense de la situation dans le pays en question, et je vais prendre en considération la dernière partie de sa question.

CUBA—INSCRIPTION SUR LA LISTE DES PAYS VISÉS PAR CONTRÔLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Hier, alors que j'étais absent, le chef de l'opposition a demandé si le nom de Cuba avait été ajouté à la liste des pays visés par contrôle. Il ne l'a pas été. Comme le chef de l'opposition le sait, nous ne permettons pas l'exportation à Cuba de marchandises d'importance stratégique, non plus que la réexportation à ce pays de marchandises d'origine américaine.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Étant donné que la liste des pays visés par contrôle s'applique aux pays sous régime ou domination communiste, le ministre ne croit-il pas qu'il y aurait lieu d'y ajouter maintenant le nom de Cuba?

L'hon. M. Hees: Il appartient à l'ensemble du gouvernement d'en décider.

LE POISSON—REPRÉSENTATION DES PRODUCTEURS À LA COMMISSION DES CARAÏBES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, hier, en mon absence, l'honorable député de Burin-Burgeo s'est enquis du personnel de la mission canadienne du poisson salé, actuellement en voyage dans la région des Caraïbes.

En réponse à cette question, je dirai que seuls ceux qui ont une connaissance précise de leur industrie et des problèmes des ventes d'exportation sont invités à faire partie de missions commerciales canadiennes. Ces missions sont envoyées à l'étranger en vue de faire une enquête approfondie sur les problèmes de mise en marché et de faire rapport au ministère pour le bénéfice du secteur intéressé de l'industrie.

C'est précisément ce que nous avons fait en choisissant les membres de notre mission du poisson salé, qui a été envoyée en Amérique latine en vue de faire une étude préliminaire de ce marché. L'honorable député a dit que des acheteurs et des exportateurs de poisson de Terre-Neuve font partie de la mission; la mission compte un représentant de cette industrie de chacune des deux provinces de la Nouvelle-Écosse et de Québec.